

20210527 Rue89 Lyon [article actualisé le 29/05 avec l'installation d'une vingtaine de tentes à la Croix Rouse pour les jeunes migrants]

<https://www.rue89lyon.fr/2021/05/27/lyon-week-end-mobilisation-droit-au-logement/>



A Lyon, un week-end de mobilisation pour le droit au logement

Alors que la trêve hivernale doit expirer le 31 mai prochain, un week-end de mobilisation est organisé à Lyon pour obtenir des solutions de logement et d'hébergement, dans un contexte de crise sanitaire qui perdure.

Dans la métropole de Lyon comme ailleurs en France, la trêve hivernale prendra fin le 31 mai prochain. Cette période hivernale, qui s'étend normalement du 1er novembre jusqu'au 31 mars, avait été prolongée en raison de la crise sanitaire jusqu'au 31 mai. Pendant cette période, les expulsions locatives sont interdites et l'Etat met en place un plan froid pour augmenter temporairement les places d'hébergement d'urgence. Le 31 mai peut être donc synonyme de remises à la rue.

Week-end de mobilisation pour le droit au logement à Lyon

A l'initiative de la Coordination d'actions pour le logement Lyon et environs (CALLE) qui regroupe des professionnels et différents collectifs de défense du droit au logement, ce samedi 29 mai sera une journée de mobilisation pour réclamer « un logement digne pour toutes et tous, sans conditions, sans attendre ».

Le matin, un rassemblement est organisé à partir de 10h place de Francfort, dans le 3ème arrondissement de Lyon. Après des prises de parole, une manifestation partira sur les coups de 11h pour rejoindre la place Mazargan, dans le 7ème, pour un nouveau rassemblement et une cantine solidaire.

Le lendemain, dimanche 30 mai, les militant-es organisent également une formation sur le droit au logement, à l'hébergement et en squat.

Tout le week-end, d'autres actions pour soutenir les personnes sans-abri sont prévues.

Une politique de non-remise à la rue ratée dans la métropole de Lyon ?

Durant l'automne et l'hiver, les associations ont noté un réel effort de la Ville et de la Métropole de Lyon, ainsi que de la préfecture du Rhône, avec une augmentation importante des places d'hébergement (lire [ici](#) et [là](#)).

A la fin de ce mois de mai, malgré [les récentes annonces du gouvernement](#) de maintenir ouvertes les places du plan froid, les associations et collectifs militants soulignent tout d'abord les centaines de personnes qui n'ont pas trouvé de places dans le dispositif d'hébergement. Jamais sans toit qui s'occupe des enfants SDF a fait ses comptes dans un communiqué publié ce 27 mai :

« Aucune solution d'urgence n'est prévue pour les dizaines de familles sans abri. (...) Au sein de la métropole de Lyon, cela concerne 92 familles suivies par le collectif Jamais sans toit (soit 289 enfants) ».

De son côté, les collectifs créés autour des mineurs isolés et de [l'ancien squat Maurice Scève](#) interpellent la Métropole au sujet des jeunes étrangers isolés, ces « mijeurs » dont la minorité fait débat. Depuis début mai, ceux-ci sont remis à la rue, s'ils sont considérés comme majeurs. Alors que depuis fin octobre la Métropole les hébergeait à l'hôtel le temps de leur recours devant le juge des enfants ([lire notre enquête](#)). Comme au plus fort de la crise des mineurs non accompagnés (MNA), à l'été 2018, ces jeunes se retrouvent hébergés par des habitants. Dans un communiqué, ces collectifs demandent des solutions :

« Depuis le 3 mai, des mineurs isolés demandant protection sont laissés à la rue. Nous appelons nos élu·es métropolitain·es à ne pas renoncer à la politique d'expérimentation. Préfecture et Métropole peuvent et doivent coopérer pour développer le plan « zéro remise à la rue », dans le cadre du plan de relance ».

Globalement, les appels au 115 ont augmenté, les places d'hébergement également. Mais cela reste insuffisant. Et il y a encore trop de personnes sans solution d'hébergement.

[Mise à jour le 29 mai à 12h] Ce vendredi en fin d'après-midi, dans le square Gustave Ferrié (Lyon 4ème), une vingtaine de tentes ont été installées pour mettre à l'abri 17 jeunes migrants qui n'ont pas été reconnus mineurs après le passage par l'évaluation de Forum réfugiés. Cette action, revendiquée par le collectif de soutien aux migrants de la Croix-Rousse, est amenée à durer jusqu'à ce que la Métropole mais aussi la préfecture trouvent des solutions pour ces jeunes actuellement à la rue.

Plus de logements et de places d'hébergement à Lyon

Dans ce contexte, les revendications sont simples : un logement décent et pérenne pour toutes et tous, immédiatement. A plus long terme, [l'effacement des dettes de loyer au regard de la crise sanitaire et économique](#) et un encadrement plus poussé des loyers dans la métropole de Lyon, en nette augmentation ces dernières années.

En réponse à cette crise de l'hébergement, l'ouverture de « 10 000 places d'hébergement dans le Rhône » est demandée, ainsi que la fin de la répression qui sévit sur les squats, maisons de fortune pour celles et ceux sans solution d'hébergement. [La métropole de Lyon a justement passé une convention avec l'un des squats de la ville.](#)



Sur le mur du collège Maurice Scève, une banderole « pas d'expulsion sans relogement ». Cette ancien établissement scolaire de de la Croix-Rousse était le plus gros squat de la métropole de Lyon jusqu'à son expulsion en octobre 2020 ©DR

66 000 personnes menacées d'expulsion cette année

D'après les chiffres de [la Fondation Abbé Pierre](#), 30 000 ménages, soit près de 66 000 personnes sont menacées d'expulsion cette année en France. Dans la métropole de Lyon aussi, les militant·es de la CALLE s'attendent à une vague d'expulsions locatives sitôt la trêve hivernale levée.

Dans son communiqué d'appel à la manifestation, la CALLE demande donc à ce que cette trêve soit prolongée aussi longtemps que l'épidémie de coronavirus sévira. Cette dernière a en outre fait basculer dans la précarité davantage de personnes en raison de ses conséquences socio-économiques, soulignent-ils :

« De larges pans de la population, les étudiant·es, les habitant·es des quartiers populaires, les personnes exilées, les habitant·es des lieux de vie informels (squats, bidonvilles, campements), et pleins d'autres ont vu leur situation se précariser, leur isolement s'accroître, leurs conditions de vie se détériorer. Les chiffres du chômage et le nombre de bénéficiaires du RSA ne cessent d'augmenter. »

Le nombre de chômeurs a par exemple augmenté de 10% dans le Rhône sur l'année 2020. Sur la métropole de Lyon, l'évolution est similaire. A Lyon même, la situation est même pire avec une augmentation de 13%.